

[aefinfo.fr](https://www.aefinfo.fr)

Défense nationale : Édouard Geffray souhaite un temps de commémoration obligatoire dans les établissements scolaires

Antonin Gouze

6-8 minutes

Un temps de commémoration obligatoire dans les établissements dès la rentrée 2026, une extension sur trois ans des classes de défense et de sécurité, leur valorisation au baccalauréat et sur Parcoursup : telles sont les mesures annoncées le 24 mars 2026 par Édouard Geffray, pour renforcer la formation des élèves aux enjeux de défense et sécurité. Lors du Forum de Paris pour la défense et la stratégie, le ministre de l'Éducation nationale a apporté son soutien à la proposition de loi visant à rendre obligatoire l'enseignement à la défense nationale, mais refuse que des militaires le délivrent.



Édouard Geffray a indiqué que le temps de commémoration obligatoire dès la rentrée 2026 devrait "se tenir autour du 11 novembre". AEFInfo - Antonin Gouze

"La résilience d'un pays tient à la solidité du lien national et du sentiment d'appartenance : or s'il y a bien une institution qui forge ce lien national, c'est l'école", déclare le ministre de l'Éducation nationale, au Forum de Paris pour la défense et la stratégie, le 24 mars 2026.

"L'école institue l'élève et l'armée fait partie des institutions qui permet à la société de tenir debout", défend Édouard Geffray, pour qui "la France s'est construite sur le principe absolu d'une destinée partagée". Les élèves doivent donc acquérir à la fois "une connaissance de l'outil de défense" et "la conscience d'un legs et d'un destin commun".

Étendre à tout le lycée Les classes de défense et de sécurité globale

Pour cela, Édouard Geffray fait valoir une "culture générale" dans l'Éducation nationale, qui permet

selon lui "d'amener les élèves à la conscience républicaine" à travers "l'EMC, la transmission de l'Histoire et l'incarnation du professeur qui fait vivre la République".

Pour permettre "aux élèves qui le souhaitent de cultiver une connaissance de l'outil de défense", le MEN veut s'appuyer sur les "classes de défense et de sécurité globale". Comme annoncé par Emmanuel Macron en novembre 2025 ([lire sur AEF info](#)), ces classes de défense passeront d'un à trois ans et deviendront des "classes de défense et de cohésion nationale, de la seconde à la terminale".

Ces classes, créées en 2005, sont "parrainées par une unité militaire" et sont aujourd'hui "au nombre de 1 200 [contre 300 en 2019] et accueillent 30 000 élèves", rappelle Édouard Geffray, notamment après un protocole d'accord signé en 2021 entre le MEN et le ministère des armées ([lire sur AEF info](#)). Le passage d'un à trois ans permettrait "d'avoir chaque année 90 000 élèves ayant une familiarité avec l'outil de défense". La participation à ces classes serait "mentionnée sur le diplôme du baccalauréat" et "valorisée sur Parcoursup".

Le ministre ne souhaite "pas arbitrer au niveau national le caractère obligatoire ou volontaire" de l'entrée dans ces classes, car cela "correspond à des réalités territoriales différentes". Enfin, il souligne que les professeurs sont "de plus en plus intéressés par ce dispositif", et que son extension pourrait être davantage freinée par "le manque d'unités mairaines" du côté de l'armée.

Lors de son intervention, le ministre a réfuté les critiques de "militarisation de l'école" émises par [certains syndicats](#) de l'éducation, opposés à ces classes de défense.

Un temps de commémoration obligatoire dès la rentrée 2026

Afin de "transmettre le legs commun de l'Histoire et la conscience d'une destinée partagée", Édouard Geffray souhaite également l'organisation d'un "temps de commémoration obligatoire dans les établissements scolaires à compter de la rentrée 2026".

Il s'agira d'un temps de commémoration "pour les victimes de la guerre et pour la paix", afin que les élèves "s'approprient notre Histoire". Interrogé par AEF info sur les modalités de ces temps, le ministre précise que la date n'est pas encore arrêtée mais pourrait être "autour du 11 novembre". "Nous allons y travailler avec les chefs d'établissement", souligne-t-il.

Édouard Geffray soutient l'enseignement obligatoire à la défense nationale

La proposition de loi du député Christophe Blanchet (Les démocrates) – instituant l'obligation d'un "enseignement à la défense nationale et la sécurité globale" dans le second degré ([lire sur AEF info](#)) – sera examinée à l'Assemblée nationale le 26 mars 2026. Lors du Forum pour la défense, Édouard Geffray a indiqué qu'il "souscrivait à ce texte".

"Cet enseignement est plus ou moins présent à l'école alors que c'est une obligation légale", déplore le ministre, "notamment car cela n'a jamais été associé à un programme : il faut donc donner une consistance à cet enseignement avec un référentiel d'apprentissage".

Mais pour lui, "ce ne sont pas les militaires qui doivent venir délivrer cet enseignement". "Ce doit être une vraie démarche pédagogique pour expliquer ce qu'est la défense dans toutes ses dimensions."

"cultiver une culture de la Cybersécurité" à l'école

Au lendemain d'une cyberattaque de grande ampleur visant l'Éducation nationale ([lire sur AEF info](#)), Édouard Geffray s'est exprimé sur la souveraineté numérique de la France et la cybersécurité. "Il faut cultiver une culture cyber pour faire en sorte que chacun prenne conscience que nous pouvons tous être des points d'entrée et de vulnérabilité", estime le ministre.

Pour "forger une culture générale numérique et cyber", il souligne l'importance du parcours Pix.

"Notre pays est le seul à faire ce parcours en Europe et il intéresse désormais nos partenaires", note

le ministre, qui met en avant également la "formation des personnels au numérique".

Édouard Geffray insiste aussi sur "l'enjeu de former des profils différents dans le domaine de la souveraineté numérique et de la sécurité informatique (ingénieurs, juristes, RSSI)", à travers des formations existantes comme "le bac pro cybersécurité informatique ou le BTS mécatronique navale en partenariat avec les armées".

"Nos élèves commencent à avoir conscience des failles de cybersécurité. Il faut désormais travailler cette culture et proposer des débouchés en termes de métiers. Nous devons accélérer là-dessus", a-t-il conclu.